

**Crise des infrastructures de transport et réalisation du PMAD :
Québec doit hausser le financement des transports collectifs via une répartition
plus équitable dans le FORT**

Longueuil, le 8 mai 2012 – TRANSIT, l'Alliance pour le financement des transports collectifs au Québec, demande à Québec de hausser de 18% à 30% dès cette année la part du financement des transports collectifs dans le FORT, le principal fonds dédié aux infrastructures de transports terrestres au Québec. Depuis sa création en 2010, près de 82% du FORT est alloué au transport routier et seulement 18% est consacré aux transports collectifs. Une répartition qui est loin de refléter les objectifs du Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) et les objectifs gouvernementaux en matière de réduction des GES. Accompagnée d'une augmentation de la taxe sur l'essence et d'un cocktail de mesures de financement supplémentaires qui touchent les trois paliers de gouvernement, cette mesure constitue, selon l'Alliance, la meilleure option pour assurer la réalisation du PMAD dont le succès repose sur des investissements de 23G\$ en transports collectifs.

TRANSIT estime par ailleurs que peu importe les sources qui seront retenues par la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), cette dernière doit trouver de l'argent neuf rapidement. Rappelons que 10,3G\$, soit près de la moitié des investissements prévus dans le PMAD, sont nécessaires pour assurer le maintien et l'amélioration des réseaux, que 4G\$ sont consacrés à la poursuite des projets en vigueur et aux mesures de mitigation des grands travaux et qu'enfin 8,6G\$ sont destinés au développement des réseaux de transports collectifs qui sont aujourd'hui complètement saturés.

L'urgence d'agir avant tout

« La recherche d'une solution parfaite doit laisser place à l'amélioration urgente du financement dans une situation de crise qui pourrait s'empirer », croit Florence Junca-Adenot, professeur à l'UQAM et directrice du Forum Urba 2015. Avec la congestion dans la métropole, le sous-financement des transports collectifs des dernières décennies, les pertes économiques croissantes, la multiplication des chantiers routiers et le besoin de réduire la coûteuse dépendance au pétrole, les recommandations ont été formulées dans l'optique d'augmenter rapidement les sommes disponibles.

La principale solution dégagée par l'Alliance consiste à rééquilibrer le FORT en haussant de 18% à 30% les investissements en transports collectifs. Pour y arriver, le gouvernement et la CMM peuvent notamment sursoir aux prolongements autoroutiers afin de dégager la marge de manœuvre pour les investissements nécessaires en transports collectifs. Également, il faudra une hausse de la taxe sur l'essence; ces mesures immédiates et faciles à implanter visent à répondre à l'urgence de la situation.

TRANSIT se prononce également en faveur d'un cocktail de sources spécifiques à la région, comme la taxe sur l'immatriculation et la taxe sur le stationnement à l'échelle métropolitaine, à un engagement supplémentaire du gouvernement du Canada et à une hausse des revenus du Fonds vert.

De la volonté politique

Selon TRANSIT, cette consultation publique constitue l'occasion à la fois pour les élus du Grand Montréal de démontrer leur engagement à effectuer le virage qu'ils ont adopté de façon quasi unanime en 2011 à travers le PMAD et pour le gouvernement du Québec qui l'a endossé en mars dernier. « Le moment de vérité est arrivé » soutient Karel Mayrand, directeur général de la Fondation David Suzuki au Québec. « Le Gouvernement va-t-il revoir ses priorités d'investissement pour s'attaquer une fois pour toutes à la réduction des GES ? Les élus municipaux vont-ils s'entendre pour réduire l'étalement urbain et offrir des alternatives de transport à leurs citoyens ? La réussite du PMAD est aujourd'hui entre leurs mains » conclut-il.

Depuis sa création en août 2011, TRANSIT a émis une série de recommandations pour pallier la crise des transports et aider le gouvernement et les organisations de transport à atteindre leurs objectifs d'achalandage d'ici 2020, dont l'ajout d'une série de mesures de mitigation supplémentaires pour la région montréalaise, un moratoire sur le développement des infrastructures routières dans les régions urbaines au profit de la réfection des routes et des transports collectifs, le prolongement et l'augmentation du financement de la politique québécoise sur le transport collectif via le Fonds vert et l'utilisation du Fonds Chantiers Canada pour financer les projets de transports collectifs au Québec.

TRANSIT présente son mémoire à Longueuil, le 8 mai à 19h25. Les porte-parole seront disponibles pour entrevue sur place. Le mémoire de TRANSIT est disponible en version électronique sur son site Internet : www.transitquebec.org

- 30 -

À propos de TRANSIT

Dans le contexte actuel de crise des infrastructures de transports, TRANSIT se veut un lieu de convergence des analyses et des solutions en matière de transports durables au Québec. Sa mission est de favoriser le développement et l'amélioration des services de transports collectifs au Québec, en s'assurant qu'ils reçoivent le financement nécessaire pour permettre au plus grand nombre possible de citoyens d'en bénéficier. Près de cinquante organisations réparties sur tout le territoire du Québec sont membres de TRANSIT, qui compte également sur le soutien d'un comité d'experts en matière de transports et d'urbanisme. Pour devenir membre, pour consulter la liste des organismes membres et lire les publications : www.transitquebec.org.

Renseignements :

Philippe Cousineau-Morin
514.799.1906
info@transitquebec.org